

“Il y a une perte d'intérêt des citoyens pour la gauche”

- Le patron de la FGTB et le président des Mutualités socialistes disent que les liens avec le PS sont moins forts. Et d'autres partis existent à gauche.
- Ils demandent au gouvernement de changer ses plans sur les métiers pénibles et la pension à points.

“Nous nous posons des questions sur le caractère privilégié du lien avec le PS car, ces dernières années, nous avons eu l'impression que nous étions moins écoutés que par le passé.”

Robert Vertenueil
Secrétaire général de la FGTB.

“Ce serait heureux que Paul Magnette devienne président du PS”

Entretien Frédéric Chardon et Laurent Gérard

A quelques jours de la Fête du travail, un symbole fort pour la gauche socialiste, Robert Vertenueil, le secrétaire général de la FGTB (qui en deviendra président le 30 mai prochain) et Michel Jadot, le président des Mutualités socialistes, se joignent pour délivrer un message au PS : s'il revient au pouvoir, il devra mettre en œuvre les promesses qu'il tient dans l'opposition. Sinon, des alternatives existent à gauche... Au gouvernement fédéral et au MR, Vertenueil et Jadot lancent également un appel : la réforme des pensions va droit dans le mur, il faut faire demi-tour.

Le PS tente de se rénover depuis 2014. Quatre ans plus tard, à quelques jours de la Fête du travail du 1^{er} mai, pensez-vous qu'il a réussi ?

Robert Vertenueil (R.V.) : Le PS a sorti une série de propositions pour l'avenir et il veut remettre la pension à 65 ans. J'observe aussi qu'il veut revaloriser les pensions minimum à 1 500 euros. C'est une revendication de la FGTB. J'observe

cela positivement. Ecolo et le PTB réclament cela aussi. En tout cas, le PS s'engage à mener une autre politique et je m'en réjouis.

Elio Di Rupo a mis la barre un peu plus à gauche dans les textes doctrinaux. Est-ce sincère ou est-ce cosmétique ?

R.V. : Si je m'en tiens au texte, oui, le PS est plus à gauche. Mais ça ne m'intéresse pas. Ce que la FGTB attend des partis, c'est qu'ils se positionnent par rapport à nos propositions. Je vérifierai si le PS défend ses propres positions lors d'éventuelles négociations gouvernementales. Je n'ai pas de raison de croire, à l'heure actuelle, qu'il ne le fera pas.

Quand vous parlez du PS, on a l'impression que vous parlez d'un parti comme un autre. Alors que c'est votre parti frère dans le cadre de l'action commune.

R.V. : Le PS est un partenaire historique. On n'enlèvera pas ça, l'action commune continuera de se réunir régulièrement. Mais, ce genre de discussions, j'en ai

autant avec le PTB et avec Ecolo. Ma vocation en tant que syndicaliste, c'est de rassembler les partis politiques sur mes projets à un moment donné.

Le PS n'est plus un partenaire privilégié.

Michel Jadot (M.J.) : Nous avons des affiliés, au niveau syndical comme mutualiste, de différentes catégories : des PS, des PTB, des écolos et même des chrétiens. Nous défendons ensemble certaines valeurs. Mais historiquement le PS est le partenaire privilégié car il a été un acteur fondamental pour l'évolution du droit social belge. Ce lien est conditionné au respect par le parti de notre autonomie, de notre indépendance, de notre capacité d'action. Cela n'a pas été toujours le cas.

R.V. : Ce n'est pas parce qu'il y a une action commune que le lien avec le PS est exclusif. Il l'a été pendant des décennies car le seul acteur à gauche était le Parti socialiste. Aujourd'hui, à gauche, il y a d'autres acteurs politiques en plus du PS. Ça dérange mes amis socialistes de le reconnaître parfois. Nous nous posons des questions sur le caractère privilégié de ce lien avec le PS car, ces dernières années, nous avons eu l'impression que nous étions moins écoutés que par le passé.

En Europe, les socialistes sont en grande difficulté, à l'une ou l'autre exception. Le socialisme est-il en train de tomber dans les oubliettes de l'histoire ?

R.V. : Il y a en effet une perte d'intérêt par rapport à la gauche et c'est très étonnant. Dans le monde, nous constatons un accroissement des inégalités sociales. Et cet accroissement est d'autant plus fort en Europe. Je n'entends aucune théorie de droite qui expliquerait comment réduire ces inégalités sociales. Seule la gauche tente de répondre à cette question. Je me demande donc pourquoi la gauche n'est plus tellement sympathique aux yeux des citoyens. Mon analyse, c'est que le citoyen a en tête que le travail de la gau-

che est fini car une série de droits et de protections sociales ont été acquis. Sauf que le citoyen oublie que la droite n'a jamais pardonné au peuple d'avoir acquis ces droits. La droite a aujourd'hui sa revanche et grignote les acquis.

M.J. : Pour comprendre cela, il faut aussi avoir en tête qu'il y a eu une évolution au niveau du patronat. Dans les années 60, pour les accords interprofessionnels, on se mettait d'accord avec les organisations patronales et on allait au gouvernement dire : "Voilà notre ligne et voilà ce que vous devez exécuter." Le gouvernement était le notaire de nos accords. Aujourd'hui, le patronat va prendre ses ordres à la N-VA. Il n'y a plus de discussion possible avec le patronat en Belgique.

La gauche a peut-être aussi des choses à se reprocher ?

R.V. : Oui. Avant, la gauche promettait que l'avenir serait meilleur. Aujourd'hui, on a l'impression que la gauche ne fait plus que protéger les anciennes avancées sociales, mais en reculant. Il y a un complexe à gauche : celui de ne pas se sentir à sa place au pouvoir. La gauche a toujours voulu se donner des garanties de respectabilité en étant "bonne gestionnaire" et a ainsi épousé, malgré elle, les thèses de droite et de pseudo-besoin de respect des normes budgétaires. Mais, plus la gauche reculera, plus il y aura de l'indignation. La population demandera un jour autre chose. Et j'espère que des leaders de gauche saisiront cet appel et repartiront à la conquête.

En Belgique, qui aurait la capacité de faire cela ?

R.V. : Paul Magnette. Intellectuellement, sûrement. Je sens que c'est quelqu'un qui fait le bon diagnostic et qui identifie les créneaux dans lesquels la gauche devrait s'engouffrer.

Elio Di Rupo semble vouloir quitter la présidence en 2019. Paul Magnette doit-il lui succéder comme président du PS ?

R.V. : Ce serait heureux, oui. A la condition qu'il mette en pratique son analyse. Mais au PS, il n'y a pas qu'un seul nom. Plusieurs têtes sont en train d'émerger. Je pense par exemple à Ahmed Laaouej (chef de groupe PS à la Chambre).

“Il faut abandonner la pension à points”

Le bilan social du gouvernement Michel, que vous critiquez si souvent, est-il si mauvais que cela ?

R.V. : Oui, il est probablement encore pire qu'on ne le pense. On ne mesure pas encore les effets négatifs de certaines mesures, comme la diminution de l'assimilation de certains périodes (maladie, congé parental...) dans le calcul de la pension. On va découvrir des drames absolus.

N'est-il pas logique de mieux faire correspondre la pension avec le temps de travail réel ?

R.V. : Si, mais le gouvernement aurait dû mieux valoriser le travail, et pas diminuer l'assimilation des moments sans travail. D'autant plus que le problème majeur en Belgique, c'est la hauteur des pensions légales. On a des pensions moyennes de 1 182 €/mois pour un homme et 882 €/mois pour une femme, alors que le seuil européen de pauvreté est à 1 157 C.

Le gouvernement affirme qu'avec sa réforme, les pensions vont augmenter.

M.J. : Faux. Les ministres libéraux qui gèrent la Sécurité sociale (De Block et Baequelaire) ont deux obsessions. Une obsession budgétaire : la Sécurité sociale est devenue un facteur d'ajustement. Et une obsession idéologique : ils veulent un système basé sur la capitalisation, les assurances complémentaires et les assurances privées.

N'est-il pas nécessaire d'assainir la Sécurité sociale, par solidarité avec les générations futures ?

R.V. : C'est un vrai débat. Quel avenir donne-t-on à la sécu ? Son financement repose actuellement à plus de 70 % sur les cotisations prélevées sur les revenus du travail, alors que les autres types de revenus ne contribuent pas à la sécu. Mais aujourd'hui, les revenus du capital sont devenus les plus importants.

M.J. : Le bureau du plan a estimé que le coût du vieillissement de la population représentait 4 points de PIB à l'horizon 2060. Le gouvernement estime que ce n'est pas financable par un système de répartition (les pensions légales, Ndlr). Mais si on n'avait pas définancé la Sécurité sociale, il n'y aurait pas le moindre problème.

Le gouvernement estime qu'en réduisant le coût du travail et en créant de l'emploi, le financement de la sécu sera plus facile.

R.V. : Le raisonnement est correct en théorie. Mais, dans la pratique, cela ne fonctionne pas comme cela. La Banque nationale a expliqué que le nombre d'emplois créés grâce au tax shift n'est que de 12 500. Et souvent les emplois créés sont précaires, mal payés et ne relancent pas la machine économique. Seuls 26 % des emplois créés sont à durée indéterminée.

A propos des réformes de pension qui sont en chantier, quel est votre message au gouvernement ?

R.V. : Concernant les métiers pénibles, je dis que son système de reconnaissance de la pénibilité est absurde : plus votre travail sera pénible, plus tôt vous pourrez partir à la retraite, mais plus votre pension sera rabotée. C'est inacceptable. Quant à la pension à points, il faut l'abandonner. M.J. : Ils prétendent que cela doit apporter plus de transparence pour le citoyen, alors qu'on dispose aujourd'hui, avec mypension.be, d'un outil transparent, qui a coûté 70 millions et qui permet à chacun de savoir où il se situe. Mais on sait que le véritable objectif du système à points, c'est de maintenir le coût des pensions sous contrôle.

“Plus votre travail sera pénible, plus tôt vous pourrez partir à la retraite, mais plus votre pension sera rabotée. C'est absurde.”

Robert Vertenuel